

KAUFMAN PURCELL, Susan et Riordan ROETT (dir.). *Brazil Under Cardoso*. Boulder, London, Lynne Rienner Publishers, 1997, 119 p.

André Joyal

Volume 29, numéro 3, 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703944ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703944ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Joyal, A. (1998). Compte rendu de [KAUFMAN PURCELL, Susan et Riordan ROETT (dir.). *Brazil Under Cardoso*. Boulder, London, Lynne Rienner Publishers, 1997, 119 p.] *Études internationales*, 29(3), 765–768.
<https://doi.org/10.7202/703944ar>

niers chapitres, chapitres qui sont particulièrement pertinents et actuels. Tout au cours de ce siècle, et surtout entre les années 1920 et 1970 environ, les politiques indigénistes des pays latino-américains ont constitué un aspect de leur volonté de modernisation, volonté qui s'est manifestée de façons diverses, tels des lois contre le servage et en faveur de la liberté du travail, une protection des propriétés collectives indigènes, des programmes d'éducation et d'hispanisation de fait ciblant spécifiquement les indigènes et, plus généralement, une mise en place de « bureaucraties indigénistes » dont l'importance et le pouvoir de décision iront croissants. Ces politiques seront intensifiées par les gouvernements autoritaires et nationalistes au pouvoir à partir des années 1930 et ce, sur fond de crise économique et de stratégies d'intégration nationale, de substitution des importations et de renforcement des marchés intérieurs.

Cette évolution générale mènera à partir des années 1970 à un paradoxe que l'auteur résume de la manière suivante : « Au moment même où ses objectifs semblent en passe d'être atteints, l'indigénisme est vigoureusement mis en cause. Des voix s'élèvent pour dénoncer, au nom des droits imprescriptibles de l'indianité, l'intégration sociale et l'assimilation auxquelles tendent ses pratiques » (p. 106). Cette opposition aux politiques indigénistes correspond à une accélération du processus de mondialisation et à la faillite de l'État interventionniste. Et Henri Favre de conclure : « L'État néo-libéral rencontre dans l'indianisme l'idéologie que l'État populiste trouvait dans l'indi-

génisme. (L'État) en dérive une politique qui lui assure au moindre coût un contrôle indirect sur des populations et des territoires qu'il n'est plus en mesure d'administrer directement » (p. 123).

En résumé, ce petit ouvrage traite d'un thème dont l'importance est aujourd'hui critique. S'appuyant sur une tradition bien établie, mais qui à notre sens aurait dû être transcendée, l'auteur a délimité son champ d'étude de manière assez étroite et rigide, ce qui affaiblit la portée générale de l'ouvrage. Mais, dans le cadre de ces limites, le livre est exhaustif, structuré et écrit avec grand soin, et foisonne d'idées intéressantes.

José HAVET

*Département de sociologie
Université d'Ottawa, Canada*

Brazil Under Cardoso.

*KAUFMAN PURCELL, Susan et Riordan
ROETT (dir.). Boulder, London,
Lynne Rienner Publishers,
1997, 119 p.*

Au terme d'un premier mandat, Fernando Henrique Cardoso fait l'objet de beaucoup d'attention. Le temps du bilan est arrivé alors que ce sociologue de renom, ancien professeur à la Sorbonne, s'apprête à se présenter à nouveau devant l'électorat. Lors de la campagne électorale qui devait le porter au pouvoir en octobre 1994, il avait l'habitude d'utiliser les cinq doigts de la main pour désigner ses principales promesses. N'ayant pu en réaliser aucune, les méchantes langues se demandent s'il devra montrer le poing lors de la prochaine campagne. Ce dernier questionnement n'a rien à voir avec la position des colla-

borateurs de cet ouvrage. Au contraire, ceux-ci, suite à un voyage d'étude financé par la fondation Andrew W. Mellon, et placé sous l'égide du département des affaires latino-américaines de l'Americas Society, offrent – non sans raison valable – un tableau plutôt favorable des trois premières années de celui qui s'est fait élire après avoir été ministre des Finances. Il avait alors mené avec brio une réforme monétaire portant le nom de la nouvelle monnaie : le plan REAL.

Le premier chapitre, *Politics at Century's End*, est sous la responsabilité de Riordan Roett, professeur de science politique à la Johns Hopkins Paul H. Nitze School of Advanced International Studies de Washington. Après avoir donné les grands traits de la bibliographie de F.H. Cardoso, l'auteur signale qu'une de ses premières initiatives fut de chercher à amender la constitution de 1988 tout en cherchant à privatiser une partie de l'économie dans les secteurs du pétrole, des mines et des télécommunications. Ironie du sort, observe l'auteur, le parti social-démocrate, auquel appartient le Président, lui a mis plus d'une fois les bâtons dans les roues sous prétexte que les réformes pouvaient avoir un impact négatif sur son fonctionnement. En fait, et ceci ne manque pas de faire partie de la problématique de la présidence, Cardoso doit composer avec une coalition de six partis politiques. On imagine tout le marchandage qu'exige une telle situation. Comment, dans de telles conditions parvenir à atteindre l'objectif de maximiser l'épanouissement individuel tout en répondant aux besoins criants dans le domaine de l'éducation, de la santé et de l'ha-

bitat ? Aux yeux de l'auteur, il s'agit là d'un défi, on le pense bien, très difficile à surmonter. Le Président se voit obligé de négocier sans cesse afin de faire passer les législations requises par les réformes préconisées qui exigent parfois des décisions difficiles comme celles conduisant à des réductions de personnel. Les Québécois en savent quelques chose : coupures, coupures, coupures. Pas surprenant que le visiteur, de passage à Brasilia, a de fortes chances d'assister à une manifestation sur la place *Três Poderes*, comme il nous a déjà été donné d'en être témoin. Pas facile la politique. Luis Inacio da Silva, dit *Lula*, son principal adversaire, aurait-il fait mieux ? L'auteur se garde bien de poser la question, mais son lecteur devine facilement ce qu'il en pense.

Le second chapitre se rapporte au fameux plan REAL. Albert Fislow, ancien professeur d'économie à l'Université de la Californie à Berkeley, a beau jeu de faire comme le publiciste en produits amaigrissants ou rajouvissants : avant et après. Nous avons personnellement connu l'un et l'autre. Avant, c'est le 1 % d'inflation quotidien (parfois beaucoup plus) qui nous forçait à n'échanger que 20,00 \$ à la fois. Après, c'est un taux d'inflation on ne peut plus raisonnable pour les standards de l'Amérique latine : un taux annuel d'environ 35 %. Mis en branle en 1994, quatre ans plus tard, le mot succès est sur beaucoup de lèvres. Mais, il y a un prix à payer et l'auteur semble l'occulter. C'est la classe moyenne qui en subit les conséquences suite aux restrictions imposées aux augmentations de salaires. Les classes les plus pauvres et les plus favorisées ne sont guère touchées,

pour la continuité du malheur des uns et du bonheur des autres.

Le chapitre débute sur le rappel des fameuses thèses opposées que l'on étudiait dans les cours de développement économique dans les années 60 : monétarisme vs structuralisme. Bien sûr, nous nous faisons fort d'opter en faveur des structuralistes. L'auteur ne se hasarde pas à prendre position mais il reconnaît qu'en dépit des diverses vicissitudes (auxquelles s'ajoute la crise financière des pays asiatiques qui a obligé en novembre 1997, l'administration Cardoso à réagir avec vigueur et rapidité) le plan REAL est le plus bel exemple de stabilisation. La voie est ainsi pavée pour d'autres réformes économiques : fiscalité, droits des employés, sécurité sociale, etc. Pour vraiment y parvenir, l'auteur exprime des réserves, comme s'il y avait trop à accomplir en présence de trop grandes forces d'inertie. Ainsi, au lieu de se voir comparer au Roosevelt du New Deal, Cardoso ferait penser davantage à Bill Clinton (incartades sexuelles en moins) et son conservatisme libéral (*liberal conservatism*) pour autant que ces deux mots peuvent aller ensemble.

Le chapitre 3 traite de ce qui caractérise bien le Brésil : la répartition terriblement inégalitaire de la richesse. La responsabilité de cet important chapitre intitulé *Redressing Inequalities: Brazil Social Agenda at Century's End*, revient à Amaury de Souza, chercheur à l'Instituto de estudos Econômicos, sociais e politico de Sao-Paulo. Selon lui, Cardoso a bien précisé que la coalition entre les sociaux-démocrates et les libéraux ne conduirait pas à un véritable redressement des inégalités si le Brésil ne

parvient pas à mettre de l'avant des réformes orientées vers une économie plus ouverte au mécanisme du marché. Le défi consiste à transformer les intentions en réalisations. Le tableau des horreurs est hélas trop connu : en 1990 la population faisant partie des 20 % les plus pauvres se partageait 2,3 % de la richesse nationale. À l'opposé, les 20 % plus favorisés disposaient des deux tiers de l'ensemble de la richesse du pays. À eux seuls les 1 % les plus riches détenaient pas moins de 14,6 % de cette même richesse. C'est pourquoi Cardoso durant sa campagne de 1994 affirmait que le Brésil n'était plus un pays sous-développé mais un pays injuste. Tout observateur étranger tendrait à lui donner raison. Là comme ailleurs, la pauvreté se combat par l'emploi. Or, l'auteur signale que ce n'est pas la capacité de créer de l'emploi qui fait problème, mais la faible qualité des emplois. Cette fois Cardoso a signalé un fait qui s'applique également pour le Québec depuis une vingtaine d'années : les faibles salaires et l'abondance de ressources naturelles ne constituent plus un avantage comparé dans le cadre de la mondialisation. Enfin, dans ce chapitre qui nous a paru de loin le plus intéressant (faut-il y voir un lien avec le fait qu'il est dû à la plume d'un « autochtone » ?), l'auteur traite également de l'épineux et sempiternel problème de la réforme agraire et de l'importance (50 %) de l'économie informelle.

Dans le quatrième et dernier chapitre, *The New U. S.-Brazil Relationship*, Susan Kaufman Purcell, vice-présidente d'Americas Society, observe d'entrée de jeu, que les relations entre les États-Unis et le Brésil se sont améliorées

(sic) depuis l'avènement de Cardoso au pouvoir. On respire d'aise... Certains contentieux demeurent toutefois importants. Ceux reliés aux échanges commerciaux en constituent un exemple. Tout le monde sait au Brésil à quel point le protectionnisme américain pénalise les exportations. Cependant, les choses pourraient prendre une tout autre tournure d'ici quelques années. Ainsi, comme le remarque l'auteur, aussi longtemps que le Brésil poursuivra sa voie démocratique (pourtant nos voisins du Sud s'accrochent souvent des pires dictatures) et qu'il s'orientera vers une plus grande ouverture économique, les conflits avec le géant du Nord seront *manageable*.

Le lecteur pressé pourra s'en tenir aux trois premiers chapitres. Ils lui seront utiles.

André JOYAL

Département d'économie
Université du Québec à Trois-Rivières

Cooperation or Rivalry? Regional Integration in the Americas and the Pacific Rim.

NISHIJIMA, Shoji et Peter H. SMITH, dir.
Boulder, CO, Westview Press, 1996,
302 p.

La résurgence du régionalisme dans les Amériques suscite à nouveau l'intérêt des chercheurs à l'égard de ce phénomène, comme en fait foi une littérature de plus en plus abondante et diversifiée. Comme il fallait s'y attendre, la production scientifique face à l'objet d'études s'est orientée assez rapidement vers un certain nombre de domaines de spécialisation où prime naturellement la dimension économique avec, en tête de liste, tous

les aspects associés à la libéralisation des échanges commerciaux.

Le directeur du Center for Iberian and Latin American Studies à l'Université de la Californie à San Diego, Peter H. Smith, est un spécialiste chevronné des affaires latinoaméricaines et des relations États-Unis-Amérique latine. L'intérêt qu'il porte depuis longtemps aux Amériques l'a évidemment amené à s'intéresser au phénomène de l'intégration hémisphérique en privilégiant toutefois un créneau particulier qui est celui de l'analyse comparative et de l'étude des implications de l'intégration régionale dans les Amériques pour d'autres régions du monde.

L'ouvrage paru sous sa direction en 1993, *The Challenge of Integration: Europe and the Americas*, avait comparé certains éléments des expériences d'intégration en Europe et dans les Amériques. La présente collaboration Nishijima/Smith reprend en quelque sorte l'exercice de 1993 pour l'appliquer cette fois aux régions Asie et Amériques, avec la différence notable toutefois que l'on insiste beaucoup plus sur l'impact de l'ALÉNA pour les principaux pays de l'Asie du Nord et du Sud-Est.

Compte tenu des incertitudes toujours actuelles concernant l'avenir du système international de l'après-guerre froide et étant donné le rôle du régionalisme comme force structurante éventuellement significative du nouvel environnement mondial, les responsables de l'ouvrage considèrent qu'une des questions centrales des études internationales contemporaines est de savoir si les formes actuelles de régionalisme favoriseront la coopéra-